Ma perspective, mon analyse et quelques suggestions sur le processus de modernisation du Sénat
Première édition – Août 2020
Diane Bellemare, Ph. D, sénatrice indépendante du Québec (Alma)

Discours du trône, 16 octobre 2013, 2^e session 41^e législature

« Le gouvernement demeure convaincu que le statu quo au Sénat du Canada ne peut plus durer. Ce dernier doit subir une réforme ou être éliminé, comme ses équivalents provinciaux. »

Cette mise en contexte du processus de modernisation vise à discerner le chemin à prendre afin que la Chambre haute se rapproche davantage des préférences formulées par les Canadiens sans avoir à traverser des débats constitutionnels très douloureux au Canada. Il présente les réformes les plus importantes survenues pour moderniser le Sénat depuis 2015 et ceux à entreprendre dans un avenir prochain.

Le Sénat du Canada a traversé plusieurs épisodes de crises depuis 1867 et a connu maintes tentatives de réforme parfois très ambitieuses. La dernière en liste est sans nul doute le projet de loi de réforme du premier ministre Stephen Harper, le projet de loi C-7 déposé en 2011 intitulé *Loi concernant la sélection des sénateurs et modifiant la Loi constitutionnelle de 1867 relativement à la durée du mandat des sénateurs*. Il visait à recourir à un processus électoral provincial ou municipal pour la sélection des candidats au poste de sénateurs du Canada et à réduire la durée des mandats des sénateurs.

Avant de faire cheminer son projet de loi officiellement, le premier ministre a été obligé par le Gouvernement du Québec de demander l'avis de la Cour Suprême. Celle-ci a rendu sa décision en avril 2014 et en a profité pour élaborer sur le rôle et les pouvoirs du Sénat du Canada. Elle a également invalidé le projet de loi C-7 en jugeant qu'il était inconstitutionnel.

Rappelons aussi qu'au début de 2013, alors que le gouvernement voulait moderniser le Sénat, le Sénat du Canada traversait également l'une des pires crises de légitimité de son existence. Ce que les journalistes ont appelé le *scandale des dépenses du Sénat* a donné lieu à un exercice de vérification très sophistiqué et très coûteux. Certains sénateurs ont démissionné du Sénat, d'autres ont défendu leur cause publiquement ou devant l'arbitre et ancien juge Ian Binnie. Des accusations particulières majeures ont été portées à l'égard d'un sénateur trouvé non coupable par la suite. Le jugement exhaustif produit par le juge Vaillancourt a montré qu'à cette époque le Sénat était sous la tutelle officieuse du Bureau du premier ministre.

Ces événements ont été difficiles pour le Sénat et ont conduit plusieurs Sénateurs de l'époque, dont certains sont encore présents en cette Chambre, à discuter au Sénat et ailleurs pour entreprendre une « énième » tentative afin de moderniser ce dernier de l'intérieur dans le but qu'il réponde mieux aux aspirations des Canadiens.

Les commentaires qui suivent sont issus de mes recherches et de mon expérience acquise à travers mon passage au caucus conservateur, au Bureau du représentant du gouvernement au Sénat et maintenant au Groupe des sénateurs indépendants. Ils sont présentés selon l'architecture des

conférences que je fais régulièrement sur le Sénat. Puissent-elles inspirer d'autres idées ainsi qu'une démarche collaborative fructueuse.

Dernier préliminaire : mon travail au Sénat a été ponctué par plusieurs épisodes de frustrations. Celles-ci m'amenaient à souhaiter que les sénateurs fassent des coups d'éclat pour que cessent les mesures dilatoires et qu'on en finisse avec toutes formes d'opposition systématique. Toutefois, avec le temps, quand la frustration tombe, j'en suis venue à penser que la modernisation du Sénat ne peut se faire sans consensus et qu'il est un processus continu et dynamique. Tous les sénateurs de bonne volonté doivent travailler ensemble pour que les Canadiens accordent leur confiance à leur Sénat.

1. Le bicaméralisme est encore très vivant au 21^e siècle.

Le Sénat est une institution parlementaire qui existe depuis des siècles. Il suffit de rappeler l'existence du Sénat romain. La Chambre des Lords au Royaume-Uni date du 14^e siècle, le Sénat américain a été créé au 18^e siècle et de nombreux pays européens ont mis en place une Chambre haute au 19^e siècle. Ces institutions parlementaires ont pour mandat d'équilibrer l'exercice du pouvoir et d'empêcher de possibles abus provenant des gouvernants. Au Canada comme ailleurs dans les fédérations, le Sénat assure la protection des intérêts des régions dans la législation fédérale ainsi que celle des minorités et voit à ce que les gouvernements, élus par une partie de la population, travaillent pour l'ensemble.

Certains pays unitaires (ex. pays scandinaves) l'ont aboli et ont remplacé cette institution par la mise en place d'un système de représentation proportionnelle. Cependant, de nombreux nouveaux pays ont institué une Chambre haute et l'ont inscrite dans leur constitution. Aussi, toutes les fédérations du monde à l'exception de la Micronésie et des Émirats arabes unis ont une Chambre haute.

Quand on recense l'évolution des Sénats dans le monde, on peut soutenir qu'une telle institution est encore aujourd'hui fort vivante. (*Voir Annexe A*)

Un examen des Sénats dans le monde permet d'affirmer que les Sénats dans le monde ne sont ni des comités d'experts ni des comités de sages. Ce sont des institutions politiques fondamentales qui visent à pondérer l'exercice du pouvoir et à protéger la démocratie. Ils sont structurés généralement en groupes d'affinités politiques (souvent selon les partis politiques).

2. Les Sénats dans le monde exercent un rôle de deuxième réflexion

Les Chambres hautes ont le mandat de revoir la législation adoptée dans la Chambre basse. C'est le devoir de deuxième réflexion. Comme je l'ai souligné plus haut, elles veillent ainsi à la protection des intérêts régionaux et des minorités. Le rôle de protection des minorités devient d'autant plus important que les populations des pays sont de plus en plus diversifiées.

La plupart des Sénats dans le monde ont également le pouvoir d'initier des projets de loi. Au Canada, ce pouvoir dévolu aux parlementaires individuels se limite à des projets de loi sans incidence financière.

Bref, le rôle du Sénat du Canada est semblable à ceux des autres pays. Il se distingue toutefois par ses caractéristiques institutionnelles.

3. Cependant, le Sénat du Canada est unique

D'abord, la plupart des sénateurs dans le monde sont élus au suffrage universel ou encore par un collège électoral ou selon un processus mixte. Il existe 17 Sénats dans le monde où les sénateurs sont nommés. Dans 15 de ces pays, les sénateurs sont nommés pour des mandats d'une durée variant autour de cinq ans. Seulement le Canada et le Royaume-Uni prévoient que les sénateurs sont nommés pour un mandat illimité. (75 ans ou à vie). (*Voir Annexe B.*)

Par ailleurs, la plupart des Sénats du monde sont composés de plus de deux groupes ou caucus. Au Canada, jusqu'à tout récemment, le Sénat était constitué de deux caucus. L'un des deux avait toujours la majorité. C'est également le cas aux États-Unis, mais les sénateurs y sont élus pour un mandat fixe. De son côté, la Chambre des lords est composée de plusieurs groupes. Bref, le Sénat du Canada est unique, car parmi les Sénats où les membres sont nommés, ils bénéficient d'un mandat illimité.

De plus, le Sénat canadien jouit, contrairement à la majorité des Sénats du monde, d'un pouvoir de veto sur tous les projets de loi issus de la Chambre des communes. La majorité des Sénats ont un pouvoir de veto suspensif. Leur pouvoir d'initiative législative est toutefois limité. (*Voir Annexes C et D.*)

4. Pourquoi le Sénat du Canada est-il mal aimé par les Canadiens?

Comme je l'ai souligné plus tôt, l'histoire du Sénat du Canada a été traversée par plusieurs crises de confiance. C'est également le cas dans de nombreux autres pays. Ces crises ont souvent donné lieu à des débats publics invitant à transformer voire à abolir le Sénat. Contrairement aux autres Sénats dans le monde, le Sénat canadien a connu peu de réformes depuis sa création. Les tentatives majeures impliquant un changement constitutionnel ont échoué.

Lors de ces crises, on peut entendre régulièrement les mêmes critiques: le Sénat ne sert à rien, car il tamponne les projets de loi du gouvernement; c'est une institution partisane; les sénateurs sont nommés moins pour leurs compétences que pour récompenser un service rendu; les sénateurs profitent d'un système qui coûte cher aux contribuables et ne sont pas redevables aux Canadiens; somme toute, c'est une institution élitiste et non démocratique, car les sénateurs ne sont pas élus.

Comme je le soulignais en introduction, en 2013, les journalistes ont beaucoup parlé du scandale des dépenses au Sénat. Cette crise a mis en évidence la mainmise du Cabinet du premier ministre (PMO) de l'époque sur le Sénat du Canada. En avril 2016, le juge Vaillancourt a bien décrit les agissements du PMO afin de contrôler les bureaux et les décisions des Sénateurs. Dans les faits, à cette époque, on pouvait dire que le Sénat était aboli, car il était sous le contrôle du Bureau du premier ministre. En effet, de nombreux projets de loi ont été adoptés en utilisant une motion d'allocation de temps. Là était peut-être le véritable scandale?

5. Quelles sont les attentes de base des Canadiens par rapport à la Chambre haute?

On peut conclure des critiques récurrentes des Canadiens et des Canadiennes qu'ils et elles souhaitent que le Sénat soit au moins :

- Une chambre non partisane
- Des sénateurs indépendants et responsables
- Une chambre efficace
- Redevable devant le contribuable de leurs dépenses et de leurs décisions
- Pertinent en réfléchissant et en enquêtant sur des sujets qui les préoccupent.

6. Qu'est-ce qu'un Sénat non partisan?

La réponse courte à cette question est la suivante: un Sénat est non partisan quand les groupes qui le constituent n'ont pas de lien direct avec un parti politique élu à la Chambre basse.

Les groupes ou caucus de sénateurs qui sont partisans sont animés avant tout par les intérêts de leurs partis politiques. Ainsi, dans un Sénat partisan, ce sont souvent les idéologies et les stratégies des partis politiques pour prendre ou conserver le pouvoir qui dictent les conduites des sénateurs. Un caucus partisan en vient parfois à oublier que les sénateurs sont nommés afin de poursuivre l'intérêt commun.

Il va sans dire que la légitimité du Sénat est affaiblie quand la population croît que les activités du Sénat sont avant tout dictées par des stratégies partisans.

Plusieurs changements institutionnels peuvent être introduits pour réduire l'influence des partis politiques sur les décisions et prises de position du Sénat et cela sans modifier la Constitution.

Premièrement, couper les ponts avec les caucus partisans. Il y a eu des périodes dans l'histoire du Sénat où les groupes reconnus ne participaient pas aux caucus nationaux. En 2014, le parti libéral a exclu les sénateurs libéraux du caucus national. Actuellement, la majorité des sénateurs ne participent plus à un caucus partisan. Sur les quatre groupes officiellement reconnus, seul le caucus des sénateurs conservateurs participe aux caucus nationaux ainsi qu'à leurs activités partisans.

Si les groupes du Sénat doivent couper les ponts avec les partis politiques, qu'en est-il pour les sénateurs individuellement? Peuvent-ils être membres d'un parti politique et participer aux activités? Les en empêcher serait-il une atteinte à leurs libertés fondamentales?

Deuxièmement, un processus de sélection plus transparent des candidats pour nomination au Sénat. Certains processus de sélection sont plus susceptibles de favoriser la nomination de sénateurs partisans. Un processus de sélection opaque et non transparent permet de récompenser des personnes qui ont contribué à la victoire du parti d'une manière ou d'une autre. Cela nuit évidemment à la légitimité de l'institution.

Le processus de sélection mis en place en 2015 se veut plus transparent. Il affiche des ressemblances avec le processus de sélection pour nomination à la Chambre des lords britanniques adopté en l'an

2000 et encadré par la création de la Commission des nominations à la Chambre des lords (*House of Lords Appointments Commission*). Il serait souhaitable d'en faire autant pour le processus de sélection des sénateurs canadiens afin de renforcer la crédibilité du processus de sélection.

Troisièmement, en finir avec le duopole que le Sénat canadien a connu depuis sa création. À cet effet, il est souhaitable qu'aucun groupe ou caucus n'obtienne la majorité des voix.

Le Sénat du Canada a été bipartisan de 1867 à 2015. Tout au long de cette période, la joute politique voulait que le premier ministre du jour cherche à obtenir la majorité des votes dans les deux Chambres. Un Sénat composé de plus de deux groupes est nécessaire. Non seulement cela permet au Sénat de mieux représenter la population, mais cela contribue au dialogue et à l'établissement de consensus alors que l'obtention de la majorité absolue par un groupe favorise les actions autoritaires.

Il est aussi souhaitable que les groupes soient égaux non seulement selon le règlement, mais idéalement selon la taille aussi.

Cette structure institutionnelle du Sénat devrait ainsi favoriser le dialogue entre tous les groupes au lieu de la confrontation.

Malheureusement, les règles au Sénat sont encore établies en fonction de l'existence d'un duopole. Il faut les changer pour reconnaître une égalité entre les groupes reconnus et pour favoriser le dialogue et le compromis dans l'utilisation de la procédure.

Je suggère également l'adoption des recommandations 5 et 6 du premier rapport sur la modernisation du Sénat intitulé, *Aller de l'avant*. Ces recommandations concernent l'élection du Président Pro Tempore par le Sénat en entier plutôt que par le groupe majoritaire. Il y a actuellement une motion à l'ordre du jour présentée par le Sénateur Dalphond sur cet enjeu.

Enfin, dernière suggestion, adopter les recommandations 18, 19 et 20 du premier rapport sur la modernisation concernant la période des questions (PQ). Celle-ci n'est qu'un spectacle partisan qui n'a pas sa place au Sénat. Ces recommandations permettent d'officialiser la pratique selon laquelle des ministres du gouvernement sont invités à la Chambre haute pour répondre aux questions lors de la période des questions (PQ). Cela permet également d'inviter de hauts fonctionnaires pour la PQ et la limiter à deux jours par semaine.

7. Un Sénat indépendant est davantage qu'un Sénat non partisan

Un Sénat indépendant est une notion plus englobante qu'un Sénat non partisan. Un Sénat non partisan favorise l'avènement d'un Sénat indépendant. Mais l'objectif d'un Sénat indépendant est plus exigeant. La non-partisanerie des groupes est une condition nécessaire, mais non suffisante.

Au moment de la dernière crise de confiance envers le Sénat, l'indépendance du Sénat signifiait l'absence d'influence du Bureau du premier ministre sur ses décisions. Bref, on considérait alors qu'un Sénat était indépendant quand ses actions n'étaient pas dictées par le gouvernement ou le Cabinet du premier ministre.

Par la suite, avec l'arrivée d'un nombre important de nouveaux sénateurs, plusieurs en sont venus à penser qu'un Sénat est indépendant quand les sénateurs agissent selon leurs préférences, leurs croyances ou leurs vœux. Il faut nuancer cette vision. Ce n'est pas certain que cela est le souhait qu'entretiennent les Canadiens à l'égard du Sénat. En fait, dans le contexte de décisions prises par une Chambre haute, il y a une différence entre des décisions précises sans pressions politiques et partisans et celles prises uniquement en fonction des préférences individuelles.

Pour expliquer cette différence, prenons l'exemple d'un juge qui doit prendre une décision par rapport à un cas de justice. Le juge ne serait pas indépendant si ses décisions étaient dictées par des autorités supérieures. La société lui reprocherait également son comportement également si le juge ignore les valeurs de la société. La société s'attend à ce que le juge rende une décision impartiale en fonction des règles de droit et des préférences collectives.

Ce parallèle vaut pour les décisions du Sénat. Les Canadiens souhaitent un Sénat indépendant qui décide en fonction des règles de droit bien sûr, mais aussi en fonction des valeurs et préférences collectives. Les Canadiens souhaitent que le Sénat protège les intérêts des régions et des minorités dans la législation fédérale et que cette dernière vise le bien-être de l'ensemble des Canadiens. Ils souhaitent un Sénat complémentaire à la Chambre des communes et attentif à l'opinion publique. Ils souhaitent que le Sénat apporte des amendements, lorsque nécessaire, pour améliorer les projets de loi, mais en même temps, qu'il respecte les représentants élus et l'opinion publique.

La légitimité du Sénat auprès de la population repose sur cet équilibre délicat entre l'exercice de ses pouvoirs d'amendements et le respect de la chambre élue, ainsi qu'entre l'expression des préférences individuelles et celle des préférences collectives.

8. Des changements favorisant l'indépendance du Sénat

L'un des premiers gestes que le gouvernement libéral a posés pour démontrer sa volonté de contribuer à la réforme du Sénat a été d'abolir le caucus du gouvernement, le poste de leader du gouvernement au Sénat et de le remplacer par le poste de Représentant du gouvernement au Sénat. Tout au long de la 42e législature et encore maintenant, les affaires du gouvernement sont cheminées pour étude, analyse et vote au Sénat par l'entremise de l'équipe du Représentant du gouvernement au Sénat. Ce dernier fait le trait d'union entre les deux Chambres du Parlement. Tout au long de cette législature, aucun Whip du gouvernement n'a obligé un sénateur à voter de manière partisane, ce poste ayant été remplacé par celui d'Agent(e) de liaison.

Cette structure est-elle là pour rester? Il ne serait pas surprenant qu'advenant l'accès au pouvoir d'un gouvernement conservateur, celui-ci décide de revenir en arrière, car il souhaite une réforme constitutionnelle du Sénat. Il pourrait réintroduire le caucus du gouvernement, le Leader du gouvernement au Sénat ainsi que le Whip de l'équipe gouvernementale qui oblige les membres du caucus de suivre la ligne de parti.

Cependant, si la structure actuelle demeure, suffira-t-elle à permettre aux sénateurs d'assumer leur rôle constitutionnel en toute indépendance?

L'expérience récente du Sénat m'amène à penser que l'existence de l'équipe du représentant du gouvernement bien qu'elle favorise l'indépendance du Sénat n'est cependant pas une condition suffisante.

En effet, l'indépendance du Sénat repose aussi sur le principe de l'égalité entre les sénateurs. Ceci est très important. Comment assurer des comportements indépendants de la part des sénateurs quand ils ou elles n'ont pas les mêmes droits? Comment assurer des décisions indépendantes quand les droits sont liés à l'appartenance à un groupe et non au simple fait d'être un sénateur? Dans le passé, les caucus partisans utilisaient l'attribution des comités, des postes stratégiques, des bureaux, des voyages pour inciter fortement les sénateurs à suivre la ligne du parti. Ce régime de récompenses et de punitions ne doit pas exister et tous les sénateurs doivent être traités également, peu importe qu'il ou elle soit affilié(e) à un groupe. Après tout, comme je l'ai déjà dit dans un discours et que d'autres affirment aussi : un sénateur, est une sénateure, est un sénateur.

Tous les sénateurs doivent bénéficier des conditions nécessaires à l'exercice de leur mandat constitutionnel. L'une de ces conditions est évidemment la possibilité de siéger et de voter en comité sans être obligé de suivre la ligne d'un groupe ou d'un parti et cela, peu importe l'affiliation ou non d'un sénateur à un groupe ou caucus. C'est pourquoi le processus de sélection des membres de comités doit être revu. Il ne peut être soumis à l'autorité des groupes ou caucus. Pour maintenir l'indépendance du Sénat, tous les sénateurs doivent être traités également ou selon un processus reconnu équitable par tous.

Le processus actuel reflète les pratiques propres à un Sénat partisan. Maintenant, la grande majorité des sénateurs sont non partisans et indépendants de l'autorité d'un Whip. En conséquence, il faut absolument revoir le processus d'attribution des places en comité et prévoir un processus équitable.

Le processus de sélection des membres pour les comités doit respecter des critères de base comme les préférences de chacun, leurs compétences, leur appartenance régionale, le genre, la race et d'autres critères qui font consensus. La tâche de chaque sénateur devrait être équivalente. Mon expérience passée me fait dire que pour accomplir un travail de qualité, une tâche normale ne devrait pas dépasser environ 9 heures de présence en comité par semaine.

L'attribution des places en comité pourrait se faire par un comité de sélection composé de représentants des différents groupes non partisans. Le principe de proportionnalité pourrait être utilisé pour déterminer le nombre de postes à combler par le groupe de sénateurs non partisans versus le nombre de sénateurs au caucus conservateur ainsi que le nombre de présidences et de vice-présidence. Les membres non partisans du comité de sélection pourraient assurer un processus transparent d'attribution des places en comité et faciliter les arbitrages quand les préférences exprimées ne coïncident pas avec les disponibilités. De même, les postes de présidents et de vice-présidents pourraient être attribués par élection entre les membres non partisans des comités.

Le fait de prévoir des allocations monétaires pour ceux et celles qui occupent des postes de présidence et de vice-présidence peut, sans doute, perturber le processus. C'est pourquoi il me

semble important de considérer l'abolition de ces allocations qui ont été introduites en 2003. Si elles n'existaient pendant plus 100 ans pourquoi s'en encombrer ? Les sommes ainsi épargnées pourraient être utilisées de manière plus productive.

L'indépendance du Sénat est aussi une question institutionnelle. Les changements évoqués plus haut le concrétise dans les pratiques et éventuellement dans les règles. Pour demeurer indépendants, les sénateurs doivent pouvoir exercer leur responsabilité constitutionnelle dans un environnement qui reconnaît de facto l'égalité entre eux. Ainsi, il est plus facile de rejeter l'idée que le Sénat ne fait que tamponner les projets de loi de l'autre Chambre quand ses décisions sont prises par des sénateurs non partisans et institutionnellement égaux.

9. Le degré d'indépendance du Sénat se mesure-t-il au nombre d'amendements proposés et acceptés?

Pour plusieurs, un Sénat indépendant se mesure aussi au nombre d'amendements proposés aux projets de loi et acceptés par le Parlement. C'est sûrement un indicateur de la capacité du Sénat d'apporter une valeur ajoutée à des projets de loi qui parfois sont adoptés rapidement à la Chambre basse.

Il ne faut pas oublier cependant qu'un Sénat indépendant n'est pas une opposition systématique. Le Sénat est un organe politique complémentaire à la Chambre des communes. Un Sénat indépendant permet de protéger les intérêts des régions, les minorités, de bonifier des projets de loi. À partir du moment où les principes d'un projet de loi sont acceptables et qu'ils sont considérés constitutionnels, le Sénat peut proposer des amendements sans s'attaquer aux principes du projet de loi. Le Sénat n'a pas été institué pour se substituer à l'exécutif. Il peut être composé d'experts reconnus dans des domaines, mais cela ne lui permet pas pour autant de gouverner à la place du parti au pouvoir. C'est pourquoi il peut très bien arriver que des amendements proposés par des sénateurs soient refusés par le gouvernement. Le Sénat ne doit pas s'en offusquer. Le second regard législatif est différent de l'exercice du pouvoir exécutif. Le Sénat peut indiquer des pistes législatives, mais il doit être prudent dans l'exercice de son veto.

C'est dans cet esprit qu'en 2014, j'ai commencé à analyser les projets de loi en fonction d'une liste de questions de base. En 2016, dans le but de partager cette façon de faire, j'ai présenté une motion (Motion 89 – 42^e législature) visant à modifier le règlement afin que des observations soient annexées à chaque rapport sur l'étude d'un projet de loi visant à répondre succinctement à une liste de questions fondamentales : est-ce que le projet de loi respecte la Constitution? La Charte des droits et libertés? Les ententes internationales et les traités nationaux? Quels en sont les impacts régionaux? Quels sont les impacts selon le genre et la race? Quels sont les amendements rejetés par le comité? Certains témoignages particuliers méritent-ils d'être soulignés? Personnellement, je pense que les réponses à ces questions permettent d'encadrer notre pouvoir d'amendement en fonction de critères plus objectifs que nos seules préférences personnelles.

Je ne suis pas la seule à penser qu'un tel ajout à la procédure serait utile. Le Docteur Gary O'Brien, ancien Greffier principal du Sénat, a proposé une démarche similaire dans son témoignage au Comité spécial sur la modernisation du Sénat. D'autres experts ont aussi proposé des idées semblables.

10. Pourquoi les Sénats dans le monde sont-ils organisés en groupes de sénateurs?

Comme je l'ai mentionné au début, les sénateurs dans les Sénats du monde se regroupent autour d'affinités politiques exprimées dans les appellations de partis. Ce n'est pas surprenant puisque, dans la majorité des cas, ils sont élus dans le cadre de bannières politiques. On peut penser que la multiplicité des groupes empêche la partisanerie de nuire à l'efficacité des travaux.

Au Canada, il faut sortir du duopole qui accentue la partisanerie comme on peut le constater aux États-Unis.

Les sénateurs ont besoin de travailler en groupe pour s'acquitter de leur mandat constitutionnel. Chacun des sénateurs s'investit dans un domaine qu'il ou elle connaît mieux. Il est impossible pour chacun des sénateurs de faire une analyse exhaustive de tous les projets de loi.

L'utilité du groupe est d'assurer que chacun des sénateurs puisse accomplir son mandat constitutionnel. Mais les sénateurs ne doivent pas être au service des caucus ou groupes. L'exercice d'un examen de second regard n'est pas un sport d'équipe compétitif. Le groupe peut aider chaque sénateur à se faire une tête, mais le jeu ne consiste pas à faire gagner l'équipe. Ce qui est le cas dans un Sénat partisan.

Bref, dans un Sénat non partisan et indépendant, le groupe est au service des sénateurs et non l'inverse. Les sénateurs indépendants et non partisans se doivent néanmoins d'être responsables et s'acquitter de leur devoir sans nécessiter la surveillance d'un Whip. Aujourd'hui, les débats télédiffusés et le registre des présences sont des outils efficaces pour assurer la discipline. Du moins, on l'espère?

11. Comment favoriser l'efficacité des travaux du Sénat?

En économie, l'efficacité se mesure par la production effectuée par unité de temps. Comment parler d'efficacité dans le domaine politique et dans le contexte du Sénat? On peut penser qu'un Sénat est efficace quand il s'acquitte de ses mandats dans des délais raisonnables.

Un Sénat partisan utilise souvent des stratégies dilatoires afin de retarder les travaux et d'exaspérer la partie adverse.

Ces dernières années, le parti conservateur, assumant le rôle d'opposition officielle, a souvent utilisé des tactiques dilatoires qui ont exaspéré bien des sénateurs. Cela n'a pas profité nécessairement aux Canadiens.

Le Bureau du représentant du gouvernement lors de la 42^e législature a proposé l'adoption d'un Comité de management ou de programmation (Super Scroll) des projets de loi. Plusieurs sénateurs appartenant à différents groupes ont exprimé leur appui à cette idée qui a été mise en pratique à l'occasion de l'étude de deux projets de loi majeurs, celui sur l'aide médicale à mourir et le projet de loi concernant la légalisation du cannabis. Un tel comité permanent aiderait à améliorer l'efficacité de l'étude des projets de loi du gouvernement.

Les projets de loi d'intérêt public de la Chambre des communes et du Sénat ne sont pas tous étudiés lors d'une législature ou encore ne sont pas mis aux voix. De nouvelles procédures qui raccourcissent les délais permettraient de disposer équitablement et efficacement de ces projets de loi. Les sénateurs Sinclair et Dalphond ont proposé des changements à la procédure à cet effet.

12. Qu'est-ce qu'un Sénat redevable?

Les sénateurs comme d'autres parlementaires au Canada et ailleurs bénéficient de privilèges parlementaires. Ces privilèges datent depuis longtemps et sont apparus afin de protéger les parlementaires contre les abus de gouvernants voulant parfois les museler afin de pouvoir agir de manière autoritaire. La notion de privilège parlementaire a évolué dans le temps. Elle ne peut être utilisée pour empêcher tout droit de regard sur les dépenses et agissements des sénateurs.

Le public canadien est en droit de savoir comment leur argent est dépensé. Depuis 2013, le Sénat publie sur son site Internet les détails des dépenses des Sénateurs. Ces informations sont du domaine public.

Le public canadien a aussi le droit de demander aux sénateurs de justifier leurs décisions. Après tout, même les juges de la Cour Suprême rendent compte de leurs décisions.

Dans les faits, il n'est pas systématique pour le Sénat de rendre compte de ses décisions sur tous les projets de loi. Si les débats en Chambre et en comité sont accessibles au public, les rapports des comités sont souvent très limités en explications surtout lorsque le comité recommande l'adoption d'un projet de loi sans amendement. Aussi, certains projets de loi d'intérêt public meurent au feuilleton après avoir été envoyés en comité et sans même qu'un rapport détaillé explique les raisons pour lesquelles ils ont été placés sur une voie de garage.

L'adoption de la motion 89 que j'ai introduite au Sénat en 2016 et dont j'ai parlé précédemment permet non seulement à chaque Sénateur d'analyser les tenants et aboutissants de chaque projet de loi mais constitue aussi une façon de rendre compte au public de nos travaux concernant notre deuxième regard objectif sur les projets de loi.

13. Comment améliorer la pertinence du Sénat auprès du public?

La pertinence du Sénat auprès du public n'est pas seulement une affaire de communication.

Les comités doivent se mettre à l'écoute des besoins des Canadiens. Quelle est la manière d'orienter les recherches en comité pour qu'elles répondent à des préoccupations réelles?

Je n'ai pas de réponse courte à ces questions. Les travaux initiés par la Sénatrice Forest-Niesing apporteront de l'eau au moulin afin d'identifier des éléments de réponse.

Toutefois, il est important de comprendre que la modernisation de la structure et du fonctionnement des comités est difficile à initier. Il existe actuellement plusieurs forces d'inertie. L'attribution de primes aux présidents et vice-présidents de comités introduite en 2003 constitue sans doute un frein aux changements. Ce système n'est pas nécessairement équitable et il faut certainement le revoir. La

motion du sénateur Dalphond est une occasion pour nous de se pencher sur la question. Le Sénat doit entreprendre une réflexion plus large pour que ses études et enquêtes répondent encore mieux aux préoccupations des Canadiens et Canadiennes.

14. Un Sénat non partisan et indépendant est-il compatible avec une opposition officielle?

Cette question est difficile à répondre. Il est évident qu'actuellement, l'opposition officielle a empêché plusieurs sénateurs de faire cheminer leur projet de loi d'initiative parlementaire. Certains sénateurs peuvent avoir été frustrés par les tactiques dilatoires utilisées au Sénat.

On doit toutefois reconnaître que dans les faits, tout au long de la 42^e législature, l'opposition officielle n'a pas empêché la tenue des votes concernant les projets de loi du Gouvernement. Jamais le Représentant du gouvernement au Sénat n'a été obligé d'introduire une motion d'allocation de temps pour faire cheminer les projets de loi du gouvernement. Ce qui n'a pas été le cas lors de la 41^e législature. Lors de la dernière législature, même si cela n'a pas toujours été facile, les leaders et facilitateurs ont réussi à s'entendre pour que le Sénat s'acquitte de son rôle premier, soit celui de second regard des projets de loi du gouvernement.

L'opposition n'a toutefois pas toujours été accommodante à l'égard des autres affaires inscrites au feuillet. Des changements sont à prévoir à la procédure afin de permettre le cheminement de ces autres affaires. Mais force est de reconnaître que la priorité du Sénat concerne avant tout les affaires du gouvernement.

C'est pourquoi je pense que dans le contexte de cette 43^e législature où le gouvernement est minoritaire, les changements législatifs à la Loi sur le Parlement du Canada pourraient, se limiter à la reconnaissance officielle des groupes non affiliés à un parti politique. Ce serait déjà une importante victoire.

Le tableau suivant présente la liste de la plupart des actions entreprises et à entreprendre à court terme pour moderniser le Sénat en fonction de certaines aspirations des Canadiens.

Tableau A : Actions entreprises et à entreprendre à court terme pour répondre aux préférences de base des Canadiens et Canadiennes

<i>Caractéristiques du Sénat</i>	<i>Actions entreprises depuis 2015</i>	<i>Actions à entreprendre prochainement</i>
Un Sénat non partisan	<ul style="list-style-type: none"> -Un processus de sélection des candidats au poste de sénateur plus transparent; -Création de groupes non partisans : GSI, GSC, GSP; -Fin du duopole et adoption du principe de proportionnalité pour les groupes. 	<ul style="list-style-type: none"> - Officialiser le nouveau mode de sélection des candidats en créant une Commission de sélection des candidats; - Reconnaître les groupes non partisans dans la Loi du Parlement; - Modifier le règlement pour reconnaître des pouvoirs et responsabilités similaires entre les groupes Motion 12 Sén. Woo); - Adopter les recommandations 18,19, 20 du premier rapport sur la modernisation du Sénat concernant la période des questions;
Un Sénat indépendant	<ul style="list-style-type: none"> - Abolition du caucus du gouvernement au Sénat et création du Bureau du Représentant au Sénat 	<ul style="list-style-type: none"> - Procéder à l'élection du président <i>pro tempore</i> par un collège électoral élargi; (Recommandations 5 et 6 Premier rapport sur la modernisation du Sénat); - Abolition des mécanismes de récompenses (choix des bureaux; voyages) et abolir les allocations aux présidents et vice-présidents de comité (Motion sén. Dalphond); - Adopter un processus de répartition des sénateurs non partisans dans les comités qui traitent également tous les sénateurs;
Un Sénat efficace		<ul style="list-style-type: none"> - Instaurer un comité de programmation pour les travaux du Sénat; -Revoir la procédure pour permettre des débats plus efficaces et raccourcir les durées d'ajournement pour les autres affaires; (Motion sénateur Sinclair et sénateur Dalphond);

Un Sénat redevable de ses dépenses et de ses décisions	-Publication des dépenses des sénateurs; - Adoption de la création d'un comité permanent d'audit et de surveillance	- CIBA, mettre en place le comité d'audit et de surveillance (motion adoptée); - Revoir la procédure de rédaction des rapports de comités lors de l'étude des projets de loi (Motion 89 - 42 ^e légis.).
Un Sénat pertinent	-Amélioration substantielle du Service des Communications au Sénat -Télédiffusion des travaux	- Revoir le système des comités pour qu'il soit plus performant; (Sén. Forest-Niesing); - Prévoir des mécanismes de communications entre la population et le Sénat pour le choix des études en comité.

15. Quels modèles peuvent inspirer à moyen terme le devenir du Sénat du Canada pour qu'il réponde encore mieux aux aspirations des Canadiens sans modifier la Constitution ?

Les modifications en cours peuvent améliorer grandement la qualité du travail de second regard du Sénat du Canada. Toutefois, des modifications plus profondes pourraient être envisagées pour le futur. Certains Sénats dans le monde peuvent être inspirants comme la Chambre des lords et le Sénat de France. On connaît davantage la Chambre des lords et les réformes entreprises nous rapprochent de ce modèle. L'intérêt du Sénat de France est qu'on y retrouve un comité de programmation appelé *La Conférence des Présidents*. Ce dernier requiert des changements à la *Loi sur le Parlement du Canada*.

La Chambre des lords est constituée de plusieurs groupes d'affinités politiques dont un groupe de *Crossbenchers* totalement indépendant de toute allégeance politique, mais suffisamment importants en nombre pour détenir la balance du pouvoir. Selon l'experte britannique Meg Russell, l'existence de ce groupe de *Crossbenchers* favorise les débats non partisans et l'indépendance des décisions. Ce groupe est composé principalement d'anciens fonctionnaires, d'universitaires, etc. À première vue, les membres de ce groupe ne semblent participer à aucune activité politique ni même citoyenne. Ce sont des personnes indépendantes de cause et d'idéologies. Cependant, comme le remarque Meg Russell, la composition de ce groupe semble changer dans le temps. C'est une histoire à suivre. Mais en principe, ce groupe de Lords indépendants de cause permet d'assurer ce qu'on peut appeler l'indépendance organique de la Chambre haute. En d'autres mots, comme ce groupe d'indépendants détient la balance du pouvoir, il peut assurer un équilibre dans les décisions législatives afin de satisfaire un plus grand spectre de la population.

Le modèle français est différent. Le Sénat est composé de plusieurs groupes d'affinités politiques qui programment leurs activités dans le cadre du comité des présidents chapeauté par le Président du Sénat. Dans ce modèle, il n'y a pas de représentant du gouvernement ni d'opposition officielle. Les ministres y viennent pour défendre leurs projets de loi. Le président réunit régulièrement les présidents des différents groupes pour établir un programme d'étude des projets de lois. Les sénateurs sont répartis entre les différents groupes d'affinités politiques et ils peuvent s'y rattacher uniquement pour des raisons administratives.

Il existe définitivement d'autres modèles. Mais aucun n'est certainement applicable en totalité pour le Canada, ce dernier étant unique en raison de choix constitutionnels antérieurs. Ces modèles peuvent néanmoins servir d'inspiration.

Avant de terminer, j'aimerais souligner deux autres modèles évoqués par certains sénateurs. Déjà en 2014, dans le contexte des discours prononcés en cette Chambre sur la modernisation du Sénat, la sénatrice Ringuette a proposé un modèle d'organisation fondée sur le concept de divisions régionales, concept inscrit dans la Constitution à l'article 22. Ce modèle a été repris par la suite par le Bureau du représentant du gouvernement et le sénateur Harder ainsi que par le sénateur Segal dans un papier qu'il a présenté publiquement. L'idée de créer des divisions régionales est intéressante. Les divisions régionales pourraient répondre aux besoins administratifs de la Chambre (comme attribution des comités et autres). Les sénateurs pourraient aussi participer à des regroupements d'affinités politiques qui peuvent répondre essentiellement aux besoins de creuser des dossiers et de se partager des réflexions. Dans un tel scénario, les travaux du Sénat seraient programmés à travers un comité de programmation. Ce modèle à deux niveaux présente de l'intérêt pour le futur. Il ne nécessite aucun changement constitutionnel et permet d'orienter nos travaux sur les questions régionales et la protection des minorités.

Enfin, il y a un autre modèle présenté par notre collègue le sénateur Sinclair. Celui-ci propose de penser le Sénat comme un Conseil des aînés (Council of Elders). Ce modèle s'inspire de la réalité des Premières Nations.

Si on voulait que le Sénat devienne un Conseil des aînés, il faudrait peut-être modifier les qualifications requises pour être nommé au Sénat. Ce qui pourrait exiger un amendement constitutionnel. Toutefois, ce modèle peut inspirer les fondements de la création d'un groupe à l'intérieur même du Sénat ce qui ne nécessite aucune modification constitutionnelle. Cela en soi aurait un impact sur le Sénat dans son ensemble.

En conclusion, plusieurs changements peuvent être apportés aux pratiques, règles et à la culture du Sénat sans avoir à modifier la Constitution. Le Sénat a beaucoup changé depuis 2015. Il est moins partisan qu'avant. Tout ceci, en partie grâce à l'exclusion du caucus sénatorial libéral du caucus national, du nouveau processus de sélection des candidats au poste de sénateur et de la création de trois groupes de sénateurs non partisans. Toutes ces réformes demandent de l'effort, du temps et surtout de la bonne volonté. Mais cette fois, espérons-le, le Sénat devient pour de bon, une institution non partisane, plus indépendante et complémentaire à l'autre chambre. Cependant, il ne faut jamais oublier que nous sommes nommés pour servir les Canadiens et Canadiennes et qu'ils et elles doivent être au centre de nos préoccupations. Il serait fort utile qu'à cette fin, nous nous efforcions d'établir davantage de canaux directs de communications avec les populations que nous servons. Aussi, si nous voulons réussir à moderniser durablement le Sénat, il nous faut travailler avec tous les sénateurs et sénatrices de bonne volonté. Les changements ne peuvent être imposés. Seul le consensus peut conduire à des transformations réelles dans la culture et les pratiques de la Chambre haute.

Estimation des Sénats dans le Monde selon la date de création

1900	1945	1960	1980	2000	2014	
Royaume-Uni (XIVe siècle)	Royaume-Uni (XIVe siècle)	Royaume-Uni (XIVe siècle)	Royaume-Uni (XIVe siècle)	Royaume-Uni (XIVe siècle)	Royaume-Uni (XIVe siècle)	
États-Unis d'Amérique (1776)	États-Unis d'Amérique (1776)	États-Unis d'Amérique (1776)	États-Unis d'Amérique (1776)	États-Unis d'Amérique (1776)	États-Unis d'Amérique (1776)	
France (1795)	France (1795)	France (1795)	France (1795)	France (1795)	France (1795)	
Finlande (1809 - 1906)	Chili (1812)	Chili (1812)	Chili (1812)	Chili (1812)	Chili (1812)	
Chili (1812)	Colombie (1812)	Colombie (1812)	Colombie (1812)	Colombie (1812)	Colombie (1812)	
Colombie (1812)	Pays-Bas (1815)	Pays-Bas (1815)	Pays-Bas (1815)	Pays-Bas (1815)	Pays-Bas (1815)	
Pays-Bas (1815)	Norvège (1814 - 2009)	Norvège (1814 - 2009)	Norvège (1814 - 2009)	Norvège (1814 - 2009)	Brésil (1824)	
Norvège (1814 - 2009)	Brésil (1824)	Brésil (1824)	Brésil (1824)	Brésil (1824)	Bolivie (1826)	
Brésil (1824)	Bolivie (1826)	Bolivie (1826)	Bolivie (1826)	Bolivie (1826)	Belgique (1831)	
Bolivie (1826)	Belgique (1831)	Belgique (1831)	Belgique (1831)	Belgique (1831)	Espagne (1837)	
Grèce (1829 - 1935)	Espagne (1837)	Espagne (1837)	Espagne (1837)	Espagne (1837)	République Dominicaine (1844)	
Belgique (1831)	République Dominicaine (1844)	République Dominicaine (1844)	République Dominicaine (1844)	République Dominicaine (1844)	Libéria (1847)	
Espagne (1837)	Libéria (1847)	Libéria (1847)	Libéria (1847)	Libéria (1847)	Italie (1848)	
République Dominicaine (1844)	Italie (1848)	Italie (1848)	Italie (1848)	Italie (1848)	Suisse (1848)	
Libéria (1847)	Suisse (1848)	Suisse (1848)	Suisse (1848)	Suisse (1848)	Afrique du Sud (1853)	
Italie (1848)	Danemark (1849 - 1953)	Afrique du Sud (1853)	Afrique du Sud (1853)	Afrique du Sud (1853)	Argentine (1854)	
Suisse (1848)	Afrique du Sud (1853)	Argentine (1854)	Argentine (1854)	Argentine (1854)	Canada (1867)	
Danemark (1849 - 1953)	Nouvelle-Zélande (1853 - 1951)	Islande (1874 - 1991)	Islande (1874 - 1991)	Canada (1867)	Australie (1901)	
Afrique du Sud (1853)	Argentine (1854)	Suède (1866 - 1969)	Canada (1867)	Australie (1901)	Philippines (1916)	
Nouvelle-Zélande (1853 - 1951)	Islande (1874 - 1991)	Canada (1867)	Australie (1901)	Philippines (1916)	Mexique (1917)	
Argentine (1854)	Suède (1866 - 1969)	Australie (1901)	Philippines (1916)	Mexique (1917)	Autriche (1920)	
Islande (1874 - 1991)	Canada (1867)	Philippines (1916)	Mexique (1917)	Autriche (1920)	Irlande (1937)	
Suède (1866 - 1969)	Australie (1901)	Mexique (1917)	Autriche (1920)	Irlande (1937)	Jordanie (1946)	
Canada (1867)	Philippines (1916)	Autriche (1920)	Irlande (1937)	Jordanie (1946)	Japon (1947)	
	Mexique (1917)	Irlande (1937)	Vénézuéla (1961 -1999)	Japon (1947)	Allemagne (1949)	
	Autriche (1920)	Vénézuéla (1961 -1999)	Jordanie (1946)	Allemagne (1949)	Inde (1950)	
	Irlande (1937)	Jordanie (1946)	Japon (1947)	Inde (1950)	Malaisie (1959)	
	Vénézuéla (1961 -1999)	Japon (1947)	Allemagne (1949)	Malaisie (1959)	Jamaïque (1962)	
		Allemagne (1949)	Inde (1950)	Jamaïque (1962)	Barbade (1964)	
		Inde (1950)	Malaisie (1959)	Barbade (1964)	République démocratique du Congo (1964)	
		Malaisie (1959)	Turquie (1961 - 1982)	République démocratique du Congo (1964)	Botswana (1966)	
			Jamaïque (1962)	Botswana (1966)	Uruguay (1967)	
			Barbade (1964)	Uruguay (1967)	Bahamas (1973)	
			République démocratique du Congo (1964)	Bahamas (1973)	Grenade (1973)	
			Botswana (1966)	Grenade (1973)	Pakistan (1973)	
			Uruguay (1967)	Pakistan (1973)	Trinité-et-Tobago (1976)	
			Bahamas (1973)	Trinité-et-Tobago (1976)	Sainte-Lucie (1979)	
			Grenade (1973)	Sainte-Lucie (1979)	Egypte (1980)	
			Pakistan (1973)	Egypte (1980)	Antigua-et-Barbuda (1981)	
			Trinité-et-Tobago (1976)	Antigua-et-Barbuda (1981)	Belize (1981)	
			Sainte-Lucie (1979)	Belize (1981)	Palaos (1981)	
			Egypte (1980)	Palaos (1981)	Haïti (1987)	
				Haïti (1987)	Pologne (1989)	
				Pologne (1989)	Burkina Faso (1991)	
				Burkina Faso (1991)	Mauritanie (1991)	
				Croatie (1991 - 2004)	Roumanie (1991)	
				Mauritanie (1991)	Slovénie (1991)	
				Roumanie (1991)	Mali (1992)	
				Slovénie (1991)	Paraguay (1992)	
				Mali (1992)	République Tchèque (1992)	
				Népal (1990 - 2006)	Lesotho (1993)	
				Paraguay (1992)	Namibie (1993)	
				République Tchèque (1992)	Russie (1993)	
				Lesotho (1993)	Ethiopie (1994)	
				Namibie (1993)	Yémen (1994)	
				Russie (1993)	Bosnie-Herzégovine (1995)	
				Ethiopie (1994)	Kazakhstan (1995)	
				Malawi (1994 - 2001)	Algérie (1996)	
				Yémen (1994)	Bélarus (1996)	
				Bosnie-Herzégovine (1995)	Maroc (1996)	
				Kazakhstan (1995)	Oman (1996)	
				Algérie (1996)	Gabon (1997)	
				Bélarus (1996)	Madagascar (1998)	
				Maroc (1996)	Cambodge (1999)	
				Oman (1996)	Nigéria (1999)	
				Tchad (1996 - 2004)	Tadjikistan (1999)	
				Gabon (1997)	Bahreïn (2001)	
				Madagascar (1998)	Congo (2002)	
				Cambodge (1999)	Ouzbékistan (2002)	
				Nigéria (1999)	Rwanda (2003)	
				Tadjikistan (1999)	Afghanistan (2004)	
					Indonésie (2004)	
					Burundi (2005)	
					Soudan (2005)	
					Swaziland (2005)	
					Tunisie (2005)	
					Zimbabwe (2005)	
					Sénégal (2007)	
					Thaïlande (2007)	
					Bhoutan (2008)	
Nombre de Sénats	24	28	31	42	71	80
Nombre de pays membres de l'ONU		52	100	155	190	193
Nombre de Sénats en pourcentage des pays membres de l'ONU		54%	31%	27%	37%	41%

Annexe B

Mode de désignation des Sénats dans le Monde en date de 2014

Sénats nommés	Sénats élus	Sénats mixtes
Antigua-et-Barbuda	Afrique du Sud	Afghanistan
Bahamas	Allemagne	Algérie
Bahreïn	Argentine	Bélarus
Barbade	Australie	Bhoutan
Belize	Autriche	Botswana
Bosnie-Herzégovine	Belgique	Burundi
Canada	Bolivie	Cambodge
Grenade	Brésil	Egypte
Jamaïque	Burkina Faso	Inde
Jordanie	Chili	Irlande
Lesotho	Colombie	Kazakhstan
Madagascar	Congo	Malaisie
Oman	Espagne	Ouzbékistan
Royaume-Uni	États-Unis d'Amérique	Roumanie
Sainte-Lucie	Ethiopie	Russie
Trinité-et-Tobago	France	Rwanda
Yémen	Gabon	Sénégal
	Haïti	Swaziland
	Indonésie	Tadjikistan
	Italie	Thaïlande
	Japon	Tunisie
	Libéria	Zimbabwe
	Mali	
	Maroc	
	Mauritanie	
	Mexique	
	Namibie	
	Nigéria	
	Pakistan	
	Palaos	
	Paraguay	
	Pays-Bas	
	Philippines	
	Pologne	
	République démocratique du Congo	
	République Dominicaine	
	République Tchèque	
	Slovénie	
	Soudan	
	Suisse	
	Uruguay	
Total :	17	41
		22

Types de veto des Sénats dans le Monde en date de 2014

Droit de veto absolu	Droit de veto suspensif	Aucun droit de veto
Australie	Afghanistan	Antigua-et-Barbuda
Brésil	Afrique du Sud	Bahamas
Canada	Algérie	Botswana
Colombie	Allemagne	Burkina Faso
États-Unis d'Amérique	Argentine	Burundi
Ouzbékistan	Bhoutan	Namibie
Pays-Bas	Autriche	Cambodge
Roumanie	Bahreïn	Egypte
Rwanda	Barbade	Ethiopie
Swaziland	Bélarus	Indonésie
Tadjikistan	Belgique	Mali
Trinité-et-Tobago	Belize	Maroc
	Bolivie	Nigéria
	Bosnie-Herzégovine	Oman
	Chili	Palaos
	Congo	Paraguay
	Espagne	Pologne
	France	Sénégal
	Gabon	Yémen
	Grenade	
	Haïti	
	Inde	
	Irlande	
	Italie	
	Jamaïque	
	Japon	
	Jordanie	
	Kazakhstan	
	Lesotho	
	Libéria	
	Madagascar	
	Malaisie	
	Mauritanie	
	Mexique	
	Pakistan	
	Philippines	
	République démocratique du Congo	
	République Dominicaine	
	République Tchèque	
	Royaume-Uni	
	Russie	
	Sainte-Lucie	
	Slovénie	
	Soudan	
	Suisse	
	Thaïlande	
	Tunisie	
	Uruguay	
	Zimbabwe	
Total :	12	19

Pouvoir d'amendement législatif des Sénats dans le Monde en date de 2014

Pouvoir d'amendement législatif complet	Oui, sauf si incidence financière	Aucun, mais peut soumettre certaines propositions	Aucun
Afghanistan	Australie	Cambodge	Algérie
Afrique du Sud	Bahamas	Mali	Allemagne
Antigua-et-Barbuda	Barbade	Namibie	Autriche
Argentine	Canada	Oman	Bélarus
Bahreïn	Chili	Russie	Botswana
Belgique	Inde		Burkina Faso
Belize	Irlande		Egypte
Bhoutan	Lesotho		Ethiopie
Bolivie	Madagascar		Indonésie
Bosnie-Herzégovine	Malaisie		Pays-Bas
Brésil	Maroc		Tadjikistan
Burundi	Mauritanie		Yémen
Colombie	Philippines		
Congo	Rwanda		
Espagne	Sainte-Lucie		
États-Unis d'Amérique	Sénégal		
France	Slovénie		
Gabon	Soudan		
Grenade	Thaïlande		
Haïti	Trinité-et-Tobago		
Italie	Tunisie		
Jamaïque	Uruguay		
Japon	Zimbabwe		
Jordanie			
Kazakhstan			
Libéria			
Mexique			
Nigéria			
Ouzbékistan			
Pakistan			
Palaos			
Paraguay			
Pologne			
République démocratique du Congo			
République Dominicaine			
République Tchèque			
Roumanie			
Royaume-Uni			
Suisse			
Swaziland			